

Le Figaro, 13 avril 2018

Les sénateurs PS lancent une consultation

TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL
@TristanQM

LES 78 SÉNATEURS socialistes veulent pleinement prendre part au débat sur la réforme constitutionnelle. Patrick Kanner, le président du groupe PS au Palais du Luxembourg, a présenté jeudi une liste d'une trentaine de propositions. Lesquelles sont dès à présent soumises à l'appréciation des internautes via un espace dédié sur le site Internet parlement-et-citoyens.fr. La consultation est ouverte sur cette plateforme jusqu'au 11 mai. « Les réformes constitutionnelles ont toujours été écrites verticalement, en direction des citoyens. Nous voulons dépasser ce circuit descendant en intégrant la participation citoyenne dans la rédaction même de notre texte fondamental, pour qu'il corresponde mieux à la réalité du pays », explique le sénateur du Nord.

À l'issue de cette consultation numérique, les sénateurs socialistes organiseront un colloque en juin avec des universitaires, des élus et des citoyens. L'ancien ministre vante « une démarche originale ». Son collègue Éric Kerrouche (Landes) défend une initiative qui prend le contre-pied de « la technostructure macronienne, où tout vient d'un petit état-major de hauts fonctionnaires autour de l'Élysée ».

Les propositions des sénateurs PS vont au-delà des thématiques évoquées par l'exécutif. Par exemple, les élus voudraient que la Constitution défende « notre attachement à une Europe solidaire », consacre « l'égalité entre les fem-

mes et les hommes », « la protection des lanceurs d'alerte » et « l'accès égal à un Internet ouvert » protégeant les données personnelles des utilisateurs.

On y retrouve aussi de vieilles marottes socialistes, telle que l'ouverture du droit de vote des étrangers aux élections locales, la suppression de la Cour de justice de la République et du mot « race » de la Constitution, trois mesures que François Hollande n'avait pas su imposer. Ils proposent également de « limiter le 49-3 », « le recours aux ordonnances » et de « supprimer le vote bloqué ». « Nous ne voulons pas une réforme constitutionnelle pointilliste. Nous voulons quelque chose de global », expliquent les socialistes.

Ces derniers sont déjà vent debout contre le projet du gouvernement qui propose de supprimer 30 % des parlementaires. « Est-ce que nous dérangeons ? » s'interroge Patrick Kanner, qui s'étonne que l'exécutif en fasse une priorité. Le gouvernement « veut présenter un sculps de centaines de députés et sénateurs à une population qui espère sûrement faire de grandes économies », s'agace l'ex-ministre, estimant que « l'argument économique ne tient pas. Nous avons fait un calcul, l'économie pour chaque Français représenterait 0,60 euro par an. »

La dose de 15 % de députés élus à la proportionnelle ne convainc pas plus. « Ça ne sert à rien, car c'est trop peu », juge Éric Kerrouche. « Ou bien on fait vraiment quelque chose, ou bien on ne le fait pas », lance Jean-Pierre Sueur, l'ancien président de la Commission des lois du Sénat. ■